

**Environnement - Réduction des  
émissions de gaz à effet de serre -  
Réponse de M. François de Rugy,  
ministre d'Etat, ministre de la  
transition écologique et solidaire, à  
une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 10 octobre 2018)

Madame la Députée, vous avez raison : hier s'est tenue une réunion du conseil des ministres européens de l'environnement, centrée sur deux enjeux.

Le premier concernait la position de l'Union européenne à la prochaine conférence mondiale, la COP24, qui aura lieu en Pologne à la fin de l'année. Il s'agissait avant tout de savoir si nous pouvions trouver une position européenne et le cas échéant si celle-ci allait être ambitieuse. Nous avons réussi. Pourtant ce n'était pas facile car beaucoup de pays ne voulaient pas afficher de position européenne commune, préférant que chacun vienne à la conférence avec son point de vue. Nous avons réussi à imposer l'idée d'un rehaussement de nos engagements sur les émissions de gaz à effet de serre.

Le deuxième gros enjeu portait sur les émissions de CO<sub>2</sub> des voitures neuves en 2030. C'est un exercice concret car quand on parle de l'objectif, tout le monde est d'accord, mais dès qu'on passe à la déclinaison, il devient beaucoup plus compliqué et plus long de trouver un accord. Au départ, il y avait trois positions très éloignées : les constructeurs automobiles défendaient un taux très modeste de moins 20% ; la Commission européenne, soutenue par plusieurs grands pays, notamment l'Allemagne, était favorable à moins 30% ; la France, avec de nombreux autres pays ambitieux, portait un objectif de moins 40%. Et nous avons réussi.

Nous avons cherché, j'ai cherché à rassembler des pays de l'est et de l'ouest de l'Europe car je ne voudrais pas que l'on oppose les deux sur ce sujet ; des pays - disons-le - producteurs de voitures, qui ont une industrie automobile forte, et d'autres qui n'en ont pas ; des pays ayant une ambition plus ou moins affirmée sur le climat. Nous avons donc réussi à nous accorder sur une réduction de moins 35%, option plus ambitieuse que ce que proposait la Commission au départ./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)